

« Désobéissance en temps de guerre », Ron Feiner, « Soldats pour les otages » & Université de Haïfa, 15.7.2025

Introduction

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à “Yeux sur Gaza”, notre rencontre quotidienne mêlant protestation et apprentissage. Ensemble, nous tentons de rendre compte de la réalité à Gaza, tout en explorant les contextes plus larges et les formes de résistance possibles.

Dans le cadre de cette série de discussions, nous accueillons aujourd’hui Ron Feiner, membre du collectif « Soldats pour les otages » et étudiant en licence de philosophie, économie et science politique à l’Université de Haïfa. Ron a récemment été condamné à une peine de prison pour avoir refusé de servir dans la réserve de l’armée israélienne. Il vient nous parler aujourd’hui de la désobéissance en temps de guerre.

Ron prendra la parole pendant environ huit minutes, puis nous laisserons un court moment pour les échanges. Si vous souhaitez poser une question, n’hésitez pas à l’écrire dans le chat : je la lirai à Ron à la fin de son intervention. Merci beaucoup, Ron, d’être avec nous aujourd’hui.

Conférence

Merci Ayelet, merci aussi à Lior, à Ido, et à toutes celles et ceux qui ont participé à l’organisation de cette rencontre. Je suis très honoré de pouvoir m’exprimer ici. Comme Ayelet l’a dit, je vais parler du refus de servir pendant cette guerre. Je vais essayer d’être aussi concis que possible, car je pense que les questions-réponses seront la partie la plus enrichissante. Je vais revenir sur les principaux développements de ces dix-huit à vingt-quatre derniers mois, les raisons qui expliquent le refus dans le contexte actuel, la force que nous avons en tant que mouvement de soldats objecteurs, et comment, selon moi, nous pouvons convaincre d’autres personnes. Avant de commencer, je tiens à préciser que je vais surtout parler de soldats qui ont participé à cette guerre et qui ont ensuite décidé de refuser. Il y a aussi des personnes qui ont refusé de s’engager dès le départ, et je ne veux pas établir une séparation entre les deux — c’est simplement que je connais mieux la première situation, qui est aussi la mienne.

Commençons chronologiquement. J’appelle le premier moment : les objecteurs de Rafah.

En mai 2024, alors qu’un processus de négociation faisait naître un espoir de fin de guerre, le corridor de Philadelphie a soudainement émergé comme un point de tension majeur. Nous avons compris que c’était un tournant décisif : soit nous nous dirigeons vers un cessez-le-feu, soit une grande opération allait débiter à Rafah. C’est à ce moment-là qu’a été publiée la première lettre de refus rendue publique, signée par 42 soldats. Elle exprimait clairement et sans ambiguïté : si une opération à Rafah était lancée, ces soldats refuseraient d’y participer. Pas de doutes, pas de tergiversations – un refus net, sans se présenter. C’était la première fois depuis le début du conflit que des soldats déclaraient publiquement leur volonté de ne plus participer.

En juin 2024, trois des signataires ont accordé une interview au journal *Haaretz*, à visage découvert et sous leur vrai nom. Dans mon entourage, cet article a eu un impact important. Ce fut le point de départ d’un mouvement qui n’a cessé de s’élargir depuis. En octobre 2024, une autre lettre est parue, cette fois sous le nom de « Soldats pour les otages ». Elle continue depuis à circuler et à recueillir de nouvelles signatures. Son ton était un peu plus modéré : il ne s’agissait pas d’un refus explicite, mais plutôt d’une expression collective d’hésitation et de remise en question. Certains signataires ont par la suite effectivement refusé de servir, d’autres non. Pour ma part, j’ai signé cette lettre, mais je servais encore en octobre.

L’étape suivante, selon moi, a eu lieu en mars 2025, avec la rupture du dernier cessez-le-feu.

La lettre de « Soldats pour les otages », qui comptait 130 signataires en octobre, en comptait 198 en mars — et 100 autres se sont ajoutés dans les six semaines suivantes. Début mai, au moment de l’annonce de l’opération « Chars de Gédéon » (*Merkavot Guideon*), le nombre de signataires

atteignait 298. J'ai inclus ici une affiche de campagne du mouvement « Debout ensemble » (*Standing Together, 'Omdim beYakhad*), largement diffusée à l'époque. Le message était clair : « le moment est venu de dire non à la guerre ». Elle désignait ceux qui, selon le mouvement, profitent de la guerre — Benjamin Netanyahu, Bezalel Smotrich, Itamar Ben Gvir — et affirmait que cette guerre n'était pas la nôtre, mais la leur. Aujourd'hui, la lettre de « Soldats pour les otages » compte 347 signataires. Certains ont effectivement refusé de servir ; d'autres pas encore. Mais le message du groupe a évolué : sa présence sur les réseaux sociaux et ses campagnes appellent désormais clairement et sans équivoque les soldats à cesser de servir.

Je voudrais maintenant m'arrêter un instant sur les motifs de ce refus.

Pour moi, il y en a quatre principaux :

1. Les horreurs vécues à Gaza – que nous évoquons quotidiennement ici : le nombre effrayant de morts, les pénuries alimentaires, le manque d'équipement médical, les déplacements forcés.
2. L'abandon des otages – le sentiment très fort que l'État les a laissés tomber.
3. Le danger pour la vie des soldats – ce sont nos amis, nos camarades d'étude, nos proches.
4. La destruction de tout espoir de sécurité à long terme – je suis convaincu que la sécurité réelle ne peut venir que d'accords, de réconciliation, de paix. Certainement pas d'une guerre sans fin qui ne fait que renforcer l'instabilité.

D'autres invoquent aussi leurs propres raisons. Certains, par exemple, refusent à cause de l'exemption des juifs ultra-orthodoxes du service militaire. Dans notre mouvement, nous avons élargi notre position : désormais, nous soutenons le refus de servir quel qu'en soit le motif. Notre objectif principal est clair : arrêter cette guerre !

Enfin, je veux parler du pouvoir que nous avons en tant que soldats refusant de servir. D'abord, nous arrivons à toucher des publics que d'autres ne peuvent pas atteindre. Lorsqu'un soldat qui revient du front dénonce des crimes de guerre, cela porte. Prenons l'exemple d'un pilote de notre groupe, qui sait avec certitude que des frappes aériennes ont tué des otages. Ce type de témoignage force l'écoute. Nous avons aussi noué des alliances très fortes, notamment avec des collectifs de mères : « Mères en première ligne » (*Imahot baKhazit*), « Le cri des mères » (*Za'akat haImahot*) et « Mère éveillée » (*Imah 'Era*). Chacune de ces organisations avait une approche différente : certaines dénonçaient les objectifs militaires, d'autres réclamaient plus d'égalité dans le service. Aujourd'hui, beaucoup rejettent la guerre dans son ensemble. « Mères en première ligne », par exemple, ont manifesté devant la prison lorsque j'y suis entré. Ces alliances sont puissantes. Ensemble, nous sapons la légitimité de la guerre – non seulement auprès des décideurs, mais aussi au sein de l'opinion publique.

Quand des soldats ayant combattu se lèvent et disent « cette guerre est injuste », cela résonne. Nous contribuons aussi à révéler ce que les médias israéliens passent souvent sous silence. En tant qu'anciens soldats, on nous écoute davantage. Et même lorsqu'on s'adresse à des médias étrangers, comme *Sky News* – ce que je considérais autrefois comme une perte de temps – cela force parfois les médias israéliens à relayer nos propos. Mais le plus grand défi reste celui de convaincre les responsables politiques. Beaucoup nous soutiennent en privé, mais ont peur de le dire publiquement. Briser cette peur, c'est notre prochain objectif